

Macron à la manœuvre depuis le fort de Brégançon

Cette fois-ci, le chef de l'Etat n'a pas laissé s'installer la polémique



Un président de la République n'est jamais vraiment en vacances : il y a toujours une crise à gérer, un dossier sur le feu, une élection à préparer. La retraite estivale d'Emmanuel Macron aura notamment été accaparée par la situation de l'*Aquarius*, ce navire de SOS Méditerranée, une ONG qui vient au secours des migrants s'élancant en mer à destination de l'Europe. Bien que retiré avec son épouse, Brigitte, au fort de Brégançon (Var), depuis le 3 août, " le président de la République était en lien constant avec Joseph Muscat ", le premier ministre maltais, pour tenter de résoudre la crise, assure-t-on à l'Elysée.

Bloqué au large pendant plusieurs jours à la suite des refus conjoints de l'Italie et de Malte d'ouvrir leurs ports, le bateau pourra finalement accoster à La Valette, à l'issue d'intenses discussions. En échange, les 141 migrants qui se trouvaient à son bord, ainsi que 60 des 114 autres personnes sauvées, lundi, par les gardes-côtes maltais, seront répartis dans cinq pays de l'Union européenne, dont la France. Un moindre mal pour l'exécutif français, désireux de trouver une solution rapide alors que la question de l'immigration risque d'occuper une place centrale dans la campagne des élections européennes de mai 2019.

" On a créé un précédent "

En annonçant le contenu de cet accord, mardi 14 août, le gouvernement maltais a d'ailleurs tenu à insister sur le rôle joué par la France pour parvenir à ce dénouement. " On a pris les devants ", se félicite un conseiller du chef de l'Etat, qui évoque un " copilotage " sur le sujet avec Malte. " Il y a eu deux, trois jours de négociations intenses entre les capitales européennes pour convaincre d'accueillir des migrants ", poursuit cette même source. Dans un communiqué, l'Elysée a salué de son côté " le geste humanitaire exceptionnel de Malte ".

" Coopération européenne concrète actée sur l'*Aquarius*, sur initiative franco-malaise. Je remercie Malte pour son geste humanitaire et l'assure de la totale solidarité de la France. Il n'y a pas d'alternative à la coopération ", a fait valoir le chef de l'Etat sur Twitter. Comme pour mieux tenter d'arrimer un partenaire se montrant plus conciliant que son voisin italien, alors qu'une solution durable pour répondre à ce type de situation n'a pas encore été trouvée, même si le conseil européen de fin juin était parvenu à un accord au forceps sur l'immigration, destiné à mieux protéger les frontières du bloc et à renforcer les règles d'accueil. " Nous voulions montrer qu'il est possible d'avoir cette réponse collective, on a créé un précédent. Maintenant, il faut un mécanisme pérenne de solidarité ", reconnaît-on à l'Elysée.

" Il y aura d'autres *Aquarius* ", ont d'ailleurs prévenu dans un texte commun plusieurs dirigeants du Parti socialiste – parmi lesquels le premier secrétaire, Olivier Faure, et les anciens ministres Stéphane Le Foll et Najat Vallaud-Belkacem –, qui dénoncent " l'incurie des gouvernements et de l'Union européenne ". Dans leur viseur : l'attitude d'Emmanuel Macron, en juin, qui avait refusé d'accueillir sur les côtes françaises le même *Aquarius*, " invoquant, déplorent-ils, le droit maritime pour se défaire de ses responsabilités ".

En aparté, le président de la -République s'agaçait alors des " indignations européennes et commentaires des médias ", à ses yeux irresponsables. " La tyrannie de l'émotion peut conduire au pire ", avait-il confié au Monde en marge d'une manifestation officielle, en appelant au droit international. Une position sur la ligne de crête, dans un contexte dominé par une crispation de l'opinion sur l'immigration.

Cette fois-ci, Emmanuel Macron n'a pas voulu laisser la polémique s'installer et s'est " impliqué personnellement et humainement " dans la gestion de ce dossier, comme le fait valoir le député (La République en marche, LRM) des Français de l'étranger, Joachim Son-Forget. " La France et Malte, ensemble avec les quatre autres partenaires (Allemagne, Espagne, Luxembourg et Portugal), sauvent l'honneur de l'Europe ", poursuit l'élu, qui était en contact à ce sujet avec le chef de l'Etat ces derniers jours. Certaines voix d'ordinaire critiques au sein de la majorité se disent, elles aussi, satisfaites. " Je salue le rôle d'Emmanuel Macron, je salue le rôle de tous ces pays européens qui ont su montrer l'exemple, et non pas

laisser perdurer une errance faisant le pain bénit des extrêmes ", se félicite ainsi la députée LRM de la Manche, Sonia Krimi. " Une position digne de nos valeurs ", ajoute sa collègue du Bas-Rhin, Martine Wonner, qui prévient toutefois : " La France doit être aussi force de proposition pour une gestion plus globale. "

Olivier Faye (avec Solenn de Royer)

© Le Monde

◀ **article précédent**

A Lille, 42 migrants de l'" Aquarius...

article suivant ▶

Les évêques européens...